

**Union européenne - Hongrie -  
Slovaquie - Communiqué du  
ministère de l'intérieur**  
(Paris, 24 mars 2017)

À partir d'aujourd'hui, la France pratique les échanges transfrontaliers d'informations sur les infractions routières avec deux nouveaux pays : la Hongrie et la Slovaquie.

En conformité avec la directive européenne 2015/413, les autorités françaises mettent en place, à compter de ce vendredi 24 mars, les échanges transfrontaliers d'informations avec la Hongrie et la Slovaquie. Ces échanges permettent de poursuivre ceux de leurs ressortissants qui commettront des infractions routières sur le territoire français. Réciproquement, les ressortissants français commettant des infractions routières sur les routes hongroises et slovaques pourront être poursuivis par les autorités de ces deux pays.

Avec la Hongrie et la Slovaquie et après la Belgique, l'Espagne, l'Allemagne, les Pays-Bas, la Pologne, la Roumanie, l'Italie, le Grand-Duché du Luxembourg et l'Autriche, 11 pays pratiquent désormais l'échange transfrontalier d'informations avec la France. Un accord bilatéral spécifique le prévoit également entre la France et la Suisse.

Depuis le déploiement des radars vitesse en France, environ 21% des infractions relevées (50% en période estivale) concernent des véhicules immatriculés à l'étranger, alors qu'ils ne représentent que 5% à 6% du trafic.

En un an (de mars 2016 à février 2017), près de 40.000 infractions (39.394) ont été commises sur les routes françaises par des véhicules immatriculés en Hongrie et près de 27.000 (26.443) par des véhicules immatriculés en Slovaquie.

Il est à noter que sur cette même période, 35% des infractions hongroises (3.851) et 46% des infractions slovaques (12.280) sont des excès de vitesse commis par des poids lourds constatés par des radars discriminants qui sont les seuls à contrôler la vitesse spécifique des camions de celle des autres usagers.

Pour Emmanuel Barbe, délégué interministériel à la sécurité routière «la généralisation des échanges transfrontaliers en Europe est une avancée car elle assure l'égalité de traitement entre conducteurs français et étrangers. Dans le cas de la Hongrie et de la Slovaquie, ces échanges vont aussi permettre de lutter contre les excès de vitesse des poids lourds qui traversent notre territoire. Les accidents causés par des poids lourds sont particulièrement graves pour les autres usagers».

Désormais, les conducteurs hongrois et slovaque flashés par les radars français recevront un

avis de contravention, de même que les conducteurs français commettant des excès de vitesse ou des franchissements de feu rouge en Hongrie et en Slovaquie./.

(Source : site internet du ministère de l'intérieur)